

# COLLÈGE ÉPISCOPAL SAINT ANDRÉ

## ÉTABLISSEMENT CATHOLIQUE D'ENSEIGNEMENT

### ASSOCIÉ À L'ÉTAT PAR CONTRAT D'ASSOCIATION

Les établissements épiscopaux d'enseignement ont la qualité d'établissements publics du culte. Ils ont été institués par l'Évêque, avec l'autorisation du gouvernement suite à la convention du 26 Messidor an IX, art 11. Ils sont au nombre de quatre dans le diocèse de Strasbourg à savoir, le Séminaire de Jeunes de Walbourg, le Collège Épiscopal Saint Étienne à Strasbourg, le Collège Épiscopal Saint André à Colmar, le Collège Épiscopal de Zillisheim. On pourra se référer également au décret 86-83 du 17 janvier 1986 en application de l'article 7 de la loi 84-7 de 1984. L'administration des biens de ces établissements est assurée par le Bureau d'Administration des Séminaires, également qualifié d'Établissement Public du Culte, et singulièrement par son Trésorier. Si en tant qu'établissements privés, ils ont conclu avec l'État un contrat d'association, ils ne perdent pas leur qualité d'établissement public sui generis.

Entre :

**Le Collège Épiscopal Saint André**

et

**Monsieur et/ou Madame** .....

demeurant .....

représentant(s) légal(aux), de l'enfant.....désigné(s) ci-dessus "le(s) parent(s)".

Il a été convenu ce qui suit :

#### • ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'enfant ..... sera scolarisé par le(s) parent(s) au sein du Collège Épiscopal Saint André, ainsi que les droits et les obligations réciproques de chacune des parties.

#### • ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Le Collège Épiscopal Saint André s'engage à scolariser l'enfant ..... en classe de ..... pour l'année scolaire 20..... - 20..... et pour les années suivantes selon le vœu des parents, sauf cause réelle et sérieuse justifiant la non poursuite de la scolarisation de l'enfant dans l'établissement, (cf. article 7-2 ci-dessous).

#### • ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARENTS

Le(s) parent(s) s'engage(nt) à inscrire l'enfant ..... en classe de..... au sein du Collège Épiscopal Saint André pour l'année scolaire 20..... – 20.....

Le(s) parent(s) reconnaît(ssent) avoir pris connaissance du projet éducatif, du règlement intérieur et du règlement financier de l'établissement, y adhérer et mettre tout en œuvre afin de le respecter.

Le(s) parent(s) reconnaît(ssent) avoir pris connaissance du coût de la scolarisation de leur enfant au sein du Collège Épiscopal Saint André.

Le(s) parent(s) s'engage(nt) à en assurer la charge financière, dans les conditions du règlement financier en annexe.

#### • ARTICLE 4 - COÛT DE LA SCOLARISATION

Le coût de la scolarisation comprend plusieurs éléments :

- la contribution des familles.
- les prestations parascolaires choisies pour votre enfant (restauration, étude surveillée, participation à des sorties, échanges linguistiques et voyages scolaires).
- les adhésions volontaires aux associations qui participent à l'animation de l'établissement scolaire de votre enfant : association de parents d'élèves : APEL, association sportive : UNSS, dont le détail et les modalités de paiement figurent dans le règlement financier en annexe.
- une assurance scolaire (formule globale – individuelle accidents scolaires) est comprise dans toutes les options.

#### • ARTICLE 5 - ÉTUDES

L'établissement met à la disposition de tous les élèves (Externe et Demi-Pensionnaire), **sans supplément de prix**, la possibilité de s'inscrire aux études surveillées et de fréquenter le CDI.

## • ARTICLE 6 - DÉGRADATION VOLONTAIRE DU MATÉRIEL

La remise en état ou le remplacement du matériel dégradé par un élève fera l'objet d'une facturation au(x) parent(s) sur la base du coût réel incluant les frais de main-d'œuvre.

## • ARTICLE 7 - DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT

La présente convention est d'une durée équivalente au cycle scolaire. *(Au collège, de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, au lycée général et technologique de la 2<sup>de</sup> à la Terminale, en BTS 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années, en DE CESF une année).*

### 7-1 RÉSILIATION EN COURS D'ANNÉE SCOLAIRE

Sauf sanction disciplinaire, motif grave ou perte de confiance réciproque entre la famille et l'établissement, la présente convention ne peut être résiliée par l'établissement en cours d'année scolaire.

En cas d'abandon de la scolarité en cours d'année scolaire sans cause réelle et sérieuse reconnue par l'établissement, le(s) parent(s) reste(nt) redevable(s) envers l'établissement d'une indemnité de résiliation égale à 1 mois de scolarité (contribution des familles et demi-pension).

Le coût de la scolarisation au prorata temporis pour la période écoulée, reste dû dans tous les cas.

Les causes réelles et sérieuses de départ de l'élève en cours d'année sont :

- un changement d'orientation vers une section non assurée par l'établissement,
- un déménagement,
- tout autre motif légitime accepté expressément par l'établissement.

### 7-2 RÉSILIATION AU TERME D'UNE ANNÉE SCOLAIRE

Le(s) parent(s) informe(nt) l'établissement de la non-réinscription de leur enfant durant le second trimestre civil, à l'occasion de la demande qui est faite à tous les parents d'élèves, et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin. La résiliation du contrat après ce terme entraînera le non remboursement de l'acompte versé (sauf cause réelle et sérieuse).

L'établissement s'engage à respecter ce même délai (le 1<sup>er</sup> juin) pour informer les parents, de la non-réinscription de leur enfant, pour une cause réelle et sérieuse (impayés, perte de confiance réciproque entre la famille et l'établissement...).

### 7-3 CERTIFICAT ET RADIATION - EXEAT

La remise du certificat de radiation est subordonnée au règlement intégral des factures établies.

## • ARTICLE 8 - DROIT D'ACCÈS AUX INFORMATIONS RECUEILLIES

Les informations recueillies dans le cadre de cette convention et de ces annexes sont obligatoires pour l'inscription dans l'établissement. Elles font l'objet de traitements informatiques. Seules les données répondant à des obligations légales de conservation ou d'archivage sont conservées, au départ de l'élève, dans les dossiers de l'établissement.

Certaines données sont transmises, à leur demande, au Rectorat de l'Académie de Strasbourg, ainsi qu'aux organismes de l'Enseignement catholique auxquels est lié l'établissement.

Dans le cadre du suivi de la scolarité, les informations de type prénom, nom, courriel, date de naissance, classe seront accessibles aux divers prestataires informatiques et services en ligne proposés par l'établissement.

Sauf opposition du(des) parent(s), noms, prénoms et adresses de l'élève et de ses responsables légaux sont transmises à l'association de parents d'élèves "APEL" de l'établissement (partenaire reconnu par l'Enseignement catholique).

Le(s) parent(s) autorise(nt) également gracieusement l'établissement à diffuser ou reproduire pour sa communication interne ou externe pour tous usages les photos et/ou vidéos représentant leur enfant. Cette autorisation est donnée pour tout type de support écrit ou électronique et pour une durée indéterminée.

Conformément à la loi "informatique et libertés" et à l'ensemble de la réglementation sur la protection des données personnelles -RGPD- les parents bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations concernant leur enfant. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, les parents pourront s'adresser au Chef d'Établissement.

À ....., le .....

**Signature(s) des représentants légaux de l'enfant**  
Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

**Signature du Chef d'Établissement**